



# BOLETIM OFICIAL

PREÇO DESTE NÚMERO — 160\$00

Toda a correspondência quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do Boletim Oficial deve ser enviada à Administração da Imprensa Nacional, na cidade da Praia.

Os originais dos vários serviços públicos deverão conter a assinatura do chefe, autenticada com o respectivo carimbo a óleo ou selo branco.

O preço dos anúncios é de 2.000\$ a lauda. Quando o anúncio for exclusivamente de tabelas intercaladas no texto, será o respectivo espaço acrescentado de 50%.

O mínimo de cobrança pela inserção no Boletim Oficial de qualquer anúncio ou outro assunto sujeito a pagamento é de 1.000\$.

Não serão publicados anúncios que não venham acompanhados da importância precisa para garantir o seu custo.

Os demais actos referente à publicação no Boletim Oficial estão regulamentados pelo Decreto n° 74-92, publicado no Suplemento ao Boletim Oficial n° 26-92, de 30 de Junho

## ASSINATURAS

Para o país:

	Ano	Semestre
I Série .....	4 800\$00	3 500\$00
II Série .....	3 200\$00	1 900\$00
I e II Séries .....	6 500\$00	4 200\$00

AVULSO por cada página 10\$00

Os períodos de assinaturas contam-se por anos civis e seus semestres. Os números publicados antes de ser tomada a assinatura, são considerados venda avulsa.

Para países de expressão portuguesa:

	Ano	Semestre
I Série .....	6 500\$00	5 000\$00
II Série .....	4 500\$00	3 500\$00
I e II Séries .....	8 200\$00	5 500\$00

Para outros países:

I Série .....	7 000\$00	6 000\$00
II Série .....	5 500\$00	4 500\$00
I e II Séries .....	9 000\$00	7 000\$00

## SUMÁRIO

### ASSEMBLEIA NACIONAL:

#### Resolução n° 18/VI/2001:

Aprova a adesão da República de Cabo Verde à constituição da Organização Internacional das Migrações.

### MINISTÉRIO DA JUSTIÇA E ADMINISTRAÇÃO INTERNA:

#### Despacho:

Reconhecendo como pessoa jurídica a Associação dos Amigos para o Desenvolvimento Integrado de Boca de Coruja (ADIBOC).

#### Despacho:

Reconhecendo como pessoa jurídica a Associação Cultural Raiz de Polon.

#### Despacho:

Reconhecendo como pessoa jurídica a Associação dos Proprietários de prédios urbanos na orla marítima da Vila de Sal-Rei (APPOMSR).

#### Despacho:

Reconhecendo como pessoa jurídica a Associação para o Desenvolvimento Comunitário de Atalaia (TALAIA).

### MINISTÉRIO DA JUSTIÇA E ADMINISTRAÇÃO INTERNA E MINISTÉRIO DAS FINANÇAS E PLANEAMENTO:

#### Portaria n° 21/2001

Cria a Comissão Liquidatária do Instituto do Patrocínio e Assistência Judiciários -IPAJ.

### MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO, CULTURA E DESPORTOS:

#### Portaria n° 22/2001

Aprova o regulamento do Concurso Nacional de Acesso ao Ensino Superior para o ano lectivo 2001/02.

### MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO, CULTURA E DESPORTOS, MINISTÉRIO DAS FINANÇAS E CHEFIA DO GOVERNO

#### Portaria n° 23/2001

Criação a Escola Secundária do Paul.

## ASSEMBLEIA NACIONAL

### Resolução n°18/VI/2001

de 25 de Junho

A Assembleia Nacional vota, no uso da faculdade conferida pela alínea a) do artigo 178° da Constituição a seguinte resolução:

#### Artigo 1°

É aprovada a adesão da República de Cabo Verde à constituição da Organização Internacional das Migrações, cujo texto oficial em língua francesa e a respectiva tradução em língua portuguesa, em anexo, fazem parte integrante da presente Resolução.

#### Artigo 2°

Esta resolução entra imediatamente em vigor .

Aprovada em 23 de Abril de 2001.

O Presidente da Assembleia Nacional, *Aristides Raimundo Lima*.

**CONSTITUTION DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE  
POUR LES MIGRATIONS TABLE DES MATIÈRES  
CONSTITUTION\***

**PREAMBULE**

Les Hautes Parties Contractantes,

Rappelant

La résolution adoptée le 5 décembre 1951 par la Conférence des migrations de Bruxelles,

Reconnaissant

que l'octroi, à une échelle internationale, de services de migration est souvent requis pour assurer le déroulement harmonieux des mouvements migratoires dans le monde et pour faciliter, dans les conditions les plus favorables, l'établissement et l'intégration des migrants dans la structure économique et sociale du pays d'accueil,

que des services de migration similaires peuvent également être requis lors de migrations temporaires, de migrations de retour et de migrations intra-régionales,

que la migration internationale inclut également celle de réfugiés, de personnes déplacées et d'autres personnes contraintes de quitter leur pays et qui ont besoin de services internationaux de migration,

qu'il importe de promouvoir la coopération des Etats et des organisations internationales en vue de faciliter l'émigration de personnes désireuses de partir pour des pays où elles pourront, par leur travail, subvenir à leurs besoins et mener avec leurs familles une existence digne dans le respect de la personne humaine,

que la migration peut stimuler la création de nouvelles activités économiques dans les pays d'accueil et qu'une relation existe entre la migration et les conditions économiques, sociales et culturelles dans les pays en développement,

que les besoins des pays en développement devraient être pris en considération en matière de coopération et d'autres activités internationales relatives à la migration,

qu'il importe de promouvoir la coopération des Etats et des organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales, en matière de recherches et de consultations sur les questions de migration, non seulement en ce qui concerne le processus migratoire mais aussi la situation et les besoins spécifiques du migrant en tant qu'être humain,

que le mouvement des migrants devrait, dans la mesure du possible, être effectué par les services de transport réguliers, étant entendu qu'il est nécessaire en certaines circonstances de recourir à des facilités supplémentaires ou différentes,

qu'une coopération et une coordination étroites doivent exister entre les Etats, les organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales, sur les questions de migration et de réfugiés,

qu'un financement international des activités liées à la migration internationale est nécessaire,

Etablissent

L'Organisation internationale pour les Migrations, ci-après dénommée l'Organisation, et

Acceptent la présente Constitution.

**CHAPITRE I**

**Objectifs et fonctions**

Article 1

1. Les objectifs et les fonctions de l'Organisation sont:

- a) de prendre toutes mesures utiles en vue d'assurer le transfert organisé des migrants pour lesquels les facilités existantes sont inadéquates ou qui, autrement, ne seraient pas en mesure de partir sans assistance spéciale vers des pays offrant des possibilités de migration ordonnée;
- b) de s'occuper du transfert organisé des réfugiés, des personnes déplacées et d'autres personnes ayant besoin de services internationaux de migration, pour lesquels des arrangements pourront être faits entre l'Organisation et les Etats intéressés, y compris ceux qui s'engagent à les accueillir;
- c) de fournir, à la demande des Etats intéressés et avec leur accord, des services de migration tels que le recrutement, la sélection, la préparation à la migration, les cours de langues, les activités d'orientation, les examens médicaux, le placement, les activités facilitant l'accueil et l'intégration, des services de consultation en matière de migration, ainsi que toute autre assistance conforme aux buts de l'Organisation;
- d) de fournir des services similaires, à la demande des Etats ou en coopération avec d'autres organisations internationales intéressées, pour la migration de retour volontaire, y compris le rapatriement librement consenti;
- e) d'offrir aux Etats, ainsi qu'aux organisations internationales et autres organisations, un forum pour des échanges de vues et d'expériences et pour la promotion de la coopération et de la coordination des efforts internationaux sur les questions de migration internationale, y compris des études sur de telles questions en vue de développer des solutions pratiques.

2. Dans l'accomplissement de ses fonctions, l'Organisation coopère étroitement avec les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales concernées par les questions de migration, de réfugiés et de ressources humaines afin, entre autres, de faciliter la coordination des activités internationales en ces domaines. Cette coopération s'exercera dans le respect mutuel des compétences des organisations concernées.

3. L'Organisation reconnaît que les critères d'admission et le nombre des immigrants à admettre sont des questions qui relèvent de la compétence nationale des Etats et, dans l'accomplissement de ses fonctions, elle se conforme aux lois et règlements ainsi qu'à la politique des Etats intéressés.

\* Le présent texte incorpore dans la Constitution du 19 octobre 1953 du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (dénomination antérieure de l'Organisation) les amendements adoptés le 20 mai 1987 et entrés en vigueur le 14 novembre 1989.

## CHAPITRE II

## Membres

## Article 2

Sont Membres de l'Organisation:

- a) Les Etats qui, étant Membres de l'Organisation, ont accepté la présente Constitution suivant l'article 34 ou auxquels s'appliquent les dispositions de l'article 35;
- b) les autres Etats qui ont fourni la preuve de l'intérêt qu'ils portent au principe de la libre circulation des personnes et qui s'engagent au moins à apporter aux dépenses d'administration de l'Organisation une contribution financière dont le taux sera convenu entre le Conseil et l'Etat intéressé, sous réserve d'une décision du Conseil prise à la majorité des deux tiers et de leur acceptation de la présente Constitution.

## Article 3

Tout Etat membre peut notifier son retrait de l'Organisation avec effet à la fin de l'exercice annuel. Cette notification doit être donnée par écrit et parvenir au Directeur général de l'Organisation quatre mois au moins avant la fin de l'exercice. Les obligations financières vis-à-vis de l'Organisation d'un Etat membre qui aurait notifié son retrait s'appliqueront à la totalité de l'exercice au cours duquel la notification aura été donnée.

## Article 4

1. Si un Etat membre ne remplit pas ses obligations financières à l'égard de l'Organisation pendant deux exercices financiers consécutifs, le Conseil peut, par une décision prise à la majorité des deux tiers, suspendre le droit de vote et tout ou partie des services dont cet Etat membre bénéficie. Le Conseil a l'autorité de rétablir ce droit de vote et ces services par une décision prise à la majorité simple.

2. Tout Etat membre peut être suspendu de la qualité de membre par une décision du Conseil prise à la majorité des deux tiers s'il contrevient de manière persistante aux principes de la présente Constitution. Le Conseil a l'autorité de restaurer cette qualité de membre par une décision prise à la majorité simple.

## CHAPITRE III

## Organes

## Article 5

Les organes de l'Organisation sont:

- a) le Conseil;
- b) le Comité exécutif;
- c) l'Administration.

## CHAPITRE IV

## Conseil

## Article 6

Les fonctions du Conseil, outre celles indiquées dans d'autres dispositions de la présente Constitution, consistent à:

- a) arrêter la politique de l'Organisation;
- b) étudier les rapports, approuver et diriger la gestion du Comité exécutif;

c) étudier les rapports, approuver et diriger la gestion du Directeur général;

d) étudier et approuver le programme, le budget, les dépenses et les comptes de l'Organisation;

e) prendre toutes autres mesures en vue d'atteindre les objectifs de l'Organisation.

## Article 7

1. Le Conseil est composé des représentants des Etats membres.

2. Chaque Etat membre désigne un représentant ainsi que les suppléants et conseillers qu'il juge nécessaires.

3. Chaque Etat membre dispose d'une voix au Conseil.

## Article 8

Le Conseil peut, à leur demande, admettre des Etats non membres et des organisations internationales, gouvernementales ou non gouvernementales, qui s'occupent de migration, de réfugiés ou de ressources humaines, en qualité d'observateurs à ses réunions, dans les conditions qui peuvent être prescrites par son règlement. De tels observateurs n'auront pas le droit de vote.

## Article 9

1. Le Conseil se réunit en session ordinaire une fois par an.

2. Le Conseil se réunit en session extraordinaire sur la demande:

- a) du tiers de ses membres;
- b) du Comité exécutif;
- c) du Directeur général ou du Président du Conseil, en cas d'urgence.

3. Au début de chaque session ordinaire, le Conseil élit un Président et les autres membres du bureau dont le mandat est d'une année.

## Article 10

Le Conseil peut créer tout sous-comité nécessaire à l'accomplissement de ses fonctions.

## Article 11

Le Conseil adopte son propre règlement.

## CHAPITRE V

## Comité exécutif

## Article 12

Les fonctions du Comité exécutif consistent à:

- a) examiner et revoir la politique, les programmes et les activités de l'Organisation, les rapports annuels du Directeur général et tous rapports spéciaux;
- b) examiner toutes les questions financières ou budgétaires qui relèvent de la compétence du Conseil;
- c) considérer toute affaire qui lui est soumise spécialement par le Conseil, y compris la révision du budget, et prendre à ce sujet les mesures qui paraîtraient nécessaires;
- d) conseiller le Directeur général sur toute affaire que celui-ci pourrait lui soumettre;
- e) prendre, entre les sessions du Conseil, toute décision urgente sur des questions relevant de la compétence

du Conseil, décisions qui seront sournises à l'approbation de ce dernier lors de sa session suivante;

- f) présenter au Conseil ou au Directeur général, de sa propre initiative, des avis ou des propositions;
- g) transmettre au Conseil des rapports et, le cas échéant, des recommandations sur les affaires traitées.

#### Article 13

1. Le Comité exécutif est composé des représentants de neuf Etats membres. Ce nombre peut être augmenté par un décision du Conseil prise à la majorité des deux tiers, étant entendu qu'il ne sera pas supérieur au tiers du nombre total des membres de l'Organisation.

2. Ces Etats membres sont élus par le Conseil pour deux ans et sont rééligibles.

3. Chaque membre du Comité exécutif désigné un représentant ainsi que les suppléants et conseillers qu'il juge nécessaires.

4. Chaque membre du Comité exécutif dispose d'une voix.

#### Article 14

1. Le Comité exécutif se réunit au moins une fois par an. Il se réunira, selon les besoins, afin d'exercer ses fonctions, sur la demande:

- a) de son président;
- b) du Conseil;
- c) du Directeur général après consultation du président du Conseil;
- d) de la majorité de ses membres.

2. Le Comité exécutif élit parmi ses membres un président et un vice-président dont le mandat est d'une année.

#### Article 15

Le Comité exécutif peut, sous réserve d'un éventuel réexamen par le Conseil, créer tout sous-comité nécessaire à l'accomplissement de ses fonctions.

#### Article 16

Le Comité exécutif adopte son propre règlement.

### CHAPITRE VI

#### Administration

#### Article 17

L'Administration comprend un Directeur général, un Directeur général adjoint ainsi que le personnel fixé par le Conseil.

#### Article 18

1. Le Directeur général et le Directeur général adjoint sont élus par le Conseil à la majorité des deux tiers et pourront être réélus. La durée de leur mandat sera normalement de cinq ans mais, dans des cas exceptionnels, pourra être inférieure si le Conseil en décide ainsi à la majorité des deux tiers. Ils remplissent leurs fonctions aux termes de contrats approuvés par le Conseil et signés, au nom de l'Organisation, par le Président du Conseil.

2. Le Directeur général est responsable devant le Conseil et le Comité exécutif. Il administre et dirige les services de l'Organisation

conformément à la présente Constitution, à la politique générale et aux décisions du Conseil et du Comité exécutif ainsi quaux règlements adoptés par eux. Il formule des propositions en vue des mesures à prendre par le Conseil.

#### Article 19

Le Directeur général nomme le personnel de l'Administration conformément au statut du personnel adopté par le Conseil.

#### Article 20

1. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, le Directeur général, le Directeur général adjoint et le personnel ne doivent ni solliciter ni accepter d'instructions d'aucun Etat ni d'aucune autorité extérieure à l'Organisation. Ils doivent s'abstenir de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux.

2. Chaque Etat membre s'engage à respecter le caractère exclusivement international des fonctions du Directeur général, du Directeur général adjoint et du personnel et à ne pas chercher à les influencer dans l'exécution de leur tâche.

3. Pour le recrutement et l'emploi du personnel, les capacités, la compétence et les qualités d'intégrité doivent être considérées comme des conditions primordiales; sauf circonstances spéciales, le personnel doit être recruté parmi les ressortissants des Etats membres de l'Organisation, en tenant compte du principe d'une répartition géographique équitable.

#### Article 21

Le Directeur général assiste, ou se fait représenter par le Directeur général adjoint ou un autre fonctionnaire désigné, à toutes les sessions du Conseil, du Comité exécutif et des sous-comités. Le Directeur général, ou son représentant désigné, peut prendre part aux débats, sans droit de vote.

#### Article 22

Lors de la session ordinaire: du Conseil qui suit la fin de chaque exercice financier, le Directeur général présente au Conseil, par l'entremise du Comité exécutif, un rapport sur les travaux de l'Organisation, donnant un compte rendu complet de ses activités au cours de l'année écoulée.

### CHAPITRE VII

#### Siege

#### Article 23

1. L'Organisation a son siège à Genève. Le Conseil peut décider, par un vote à la majorité des deux tiers, de transférer le siège dans un autre lieu.

2. Les réunions du Conseil et du Comité exécutif ont lieu à Genève, à moins que les deux tiers des membres du Conseil ou, respectivement, du Comité exécutif n'aient décidé de se réunir ailleurs.

### CHAPITRE VIII

#### Finances

#### Article 24

Le Directeur général soumet au Conseil, par l'entremise du Comité exécutif, un budget annuel comprenant les dépenses d'administration et d'opérations et les recettes prévues, des prévisions supplémentaires en cas de besoin et les comptes annuels ou spéciaux de l'Organisation.

## Article 25

1. Les ressources nécessaires aux dépenses de l'Organisation sont constituées:

- a) en ce qui concerne la partie administrative du budget, par des contributions en espèces des Etats membres, qui seront dues au début de l'exercice financier auquel elles se rapportent et acquittées sans retard;
- b) en ce qui concerne la partie du budget relative aux opérations, par des contributions en espèces, en nature ou sous forme de services des Etats membres, d'autres Etats, d'organisations internationales, gouvernementales ou non gouvernementales, d'autres entités juridiques ou de personnes privées, contributions qui seront acquittées aussitôt que possible et en entier avant l'expiration de l'exercice financier auquel elles se rapportent.

2. Tout Etat membre doit verser à la partie administrative du budget de l'Organisation une contribution dont le taux sera convenu entre le Conseil et l'Etat membre concerné.

3. Les contributions aux dépenses d'opérations de l'Organisation sont volontaires et tout participant à la partie du budget relative aux opérations peut convenir avec l'Organisation des termes et conditions d'emploi de ses contributions en conformité avec les objectifs et les fonctions de l'Organisation.

- 4. a) Les dépenses d'administration au siège et toutes les autres dépenses administratives, sauf celles effectuées en vue des fonctions mentionnées à l'alinéa 1 c) et d) de l'article 1, seront imputées sur la partie administrative du budget;
- b) Les dépenses d'opérations ainsi que les dépenses administratives effectuées en vue des fonctions mentionnées à l'alinéa 1 c) et d) de l'article 1 seront imputées sur la partie du budget relative aux opérations.

5. Le Conseil veillera à ce que la gestion administrative soit assurée d'une manière efficace et économique.

## Article 26

Un règlement financier est établi par le Conseil.

## CHAPITRE IX

## Statut juridique

## Article 27

L'Organisation possède la personnalité juridique. Elle jouit de la capacité juridique nécessaire pour exercer ses fonctions et atteindre ses objectifs, et en particulier de la capacité, selon les lois de l'Etat:

- a) de contracter;
- b) d'acquérir des biens meubles et immeubles et d'en disposer;
- c) de recevoir et de dépenser des fonds publics et privés;
- d) d'ester en justice.

## Article 28

1. L'Organisation jouira des privilèges et immunités qui sont nécessaires pour exercer ses fonctions et atteindre ses objectifs.

2. Les représentants des Etats membres, le Directeur général, le Directeur général adjoint et le personnel de l'Administration jouiront également des privilèges et immunités nécessaires au libre exercice de leurs fonctions en rapport avec l'Organisation...

3. Ces privilèges et immunités seront définis dans des accords entre l'Organisation et les Etats concernés ou par d'autres mesures prises par ces Etats.

## CHAPITRE X

## Dispositions diverses

## Article 29

1. A moins qu'il n'en soit disposé autrement dans la présente Constitution ou dans les règlements établis par le Conseil ou le Comité exécutif, toutes les décisions du Conseil, du Comité exécutif et de tous les sous-comités sont prises à la majorité simple.

2. Les majorités prévues par les dispositions de la présente Constitution ou des règlements établis par le Conseil ou le Comité exécutif s'entendent des membres présents et votants.

3. Un vote n'est valable que si la majorité des membres du Conseil, du Comité exécutif ou du sous-comité intéressé est présente.

## Article 30

1. Les textes des amendements proposés à la présente Constitution seront communiqués par le Directeur général aux gouvernements des Etats membres trois mois au moins avant qu'il soient examinés par le Conseil.

2. Les amendements entreront en vigueur lorsqu'ils auront été adoptés par les deux tiers des membres du Conseil et acceptés par les deux tiers des Etats membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives, étant entendu, toutefois, que les amendements entraînant de nouvelles obligations pour les membres n'entreront en vigueur pour un membre déterminé que lorsque ce membre aura accepté de tels amendements.

## Article 31

Tout différend concernant l'interprétation ou l'application de la présente Constitution qui n'aura pas été réglé par voie de négociation ou par une décision du Conseil prise à la majorité des deux tiers, sera déféré à la Cour internationale de Justice conformément au Statut de ladite Cour, à moins que les Etats membres intéressés ne conviennent d'un autre mode de règlement dans un délai raisonnable.

## Article 32

Sous réserve de l'approbation des deux tiers des membres du Conseil, l'Organisation peut reprendre de toute autre organisation ou institution internationale dont les objectifs ressortissent au domaine de l'Organisation, les activités, ressources et obligations qui pourraient être fixées par un accord international ou un arrangement convenu entre les autorités compétentes des organisations respectives.

## Article 33

Le Conseil peut, par une décision prise à la majorité des trois quarts de ses membres, prononcer la dissolution de l'Organisation.

## Article 34\*

Le présent Acte constitutif entrera en vigueur, pour les gouvernements membres du Comité intergouvernemental pour

les migrations européennes qui l'auront accepté, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives, le jour de la première réunion dudit Comité après que:

- a) les deux tiers au moins des membres du Comité et
- b) un nombre de membres versant au moins 75 pour cent des contributions à la partie administrative du budget, auront notifié au Directeur leur acceptation dudit Acte.

Article 35\*

Les gouvernements membres du Comité intergouvernemental pour les migrations européennes qui, à la date d'entrée en vigueur du présent Acte constitutif, n'auront pas notifié au Directeur, leur acceptation dudit Acte, peuvent rester membres du Comité pendant une année à partir de cette date, s'ils apportent une contribution aux dépenses d'administration du Comité conformément aux termes de l'alinéa 2 de l'article 25, ils conservent pendant cette période le droit d'accepter l'Acte constitutif.

Article 36

Les textes français, anglais et espagnol de la présente Constitution sont considérés comme également authentiques.

\*Les articles 34 et 35 ont été mis en oeuvre lors de l'entrée en vigueur de la Constitution le 30 novembre 195

## CONSTITUIÇÃO DA ORGANIZAÇÃO INTERNACIONAL PARA AS MIGRAÇÕES

### PREÂMBULO

As Altas Partes Contratantes

Recordando

A Resolução adoptada a 5 de Dezembro de 1951 pela Conferência sobre as Migrações realizada em Bruxelas,

Reconhecendo

Que para assegurar uma realização harmoniosa dos movimentos migratórios em todo o mundo e facilitar, em condições mais favoráveis, a fixação e a integração dos migrantes na estrutura económica e social do país de acolhimento, é muitas vezes necessário prestar serviços de migração a nível internacional,

Que podem ser necessários serviços similares de migração para a migração temporária, migração de retorno e migração inter-regional,

Que a migração internacional inclui também os refugiados, pessoas deslocadas e outros que se viram obrigados a abandonar o seu país e que necessitam dos serviços internacionais de migração,

Que é necessário promover a cooperação dos Estados e das organizações internacionais para facilitar a emigração das pessoas que desejam partir para países onde possam, mediante o seu trabalho conseguir a auto-dependência e viver com as suas famílias em dignidade e auto-respeito,

Que a migração pode estimular a criação de novas actividades económicas nos países de acolhimento e que existe uma relação entre a migração e as condições económicas, sociais e culturais dos países em desenvolvimento,

Que na cooperação e outras actividades internacionais para a migração, deve-se ter em conta as necessidades dos países em desenvolvimento,

Que é necessário promover a cooperação dos Estados e das organizações internacionais governamentais e não governamentais, em matéria de investigação e consultas sobre questões das migrações, não só em relação ao processo migratório, como a situação e as necessidades específicas do migrante enquanto ser humano,

Que o movimento dos migrantes deve ser assegurado, sempre que seja possível, pelos serviços de transporte normais, mas que às vezes é necessário dispôr de outros meios suplementares,

Que deve existir uma estreita cooperação e coordenação entre os Estados, as organizações internacionais governamentais e não governamentais, em questões de migrações e refugiados,

Que é necessário o financiamento internacional das actividades relacionadas com a migração internacional,

Estabelecem

A Organização Internacional para as Migrações, adiante designada como Organização, e

Aceitam a presente Constituição.

## CAPÍTULO I

### Objectivos e funções

#### Artigo 1°

1. São os seguintes os objectivos e as funções da Organização:

- a) fazer todos os arranjos necessários ao transporte organizado dos migrantes para quem os meios existentes são inadequados ou que de outra maneira, não estariam em condições de se deslocar sem a assistência especial, para os países que oferecem possibilidades de migração ordenada;
- b) ocupar-se da transferência organizada dos refugiados, pessoas deslocadas e outras que necessitam de serviços internacionais de migração para os quais os arranjos devem ser feitos entre a Organização e os Estados interessados, incluindo os Estados que se comprometam a acolhê-los;
- c) prestar, a pedido dos Estados interessados e de acordo com os mesmos, serviços de migração em matéria de recrutamento, selecção, processamento, ensino de línguas, actividades de orientação, exames médicos, colocação, actividades que facilitam o acolhimento e a integração, assessoria em questões migratórias, assim como qualquer outra ajuda que esteja de acordo com os objectivos da Organização;
- d) prestar, a pedido dos Estados ou em cooperação com outras organizações internacionais interessadas, serviços similares para a migração de retorno voluntário, incluindo a repatriação voluntária;
- e) pôr à disposição dos Estados e das organizações internacionais e outras organizações um forum para o intercâmbio de ideias e experiências e a promoção da cooperação e coordenação de esforços relativos a questões das migrações internacionais, incluindo estudos sobre as mesmas, a fim de desenvolver soluções práticas.

2. No cumprimento das suas funções, a Organização cooperará estreitamente com as organizações internacionais, governamentais e não governamentais, que se ocupam de migrações, de refugiados e de recursos humanos, para entre outros aspectos facilitar a coordenação das actividades internacionais na matéria. Tal cooperação deve ser desenvolvida na base do respeito mútuo das competências das organizações interessadas.

3. A Organização reconhece que as normas de admissão e o número de imigrantes a serem admitidos são questões relacionadas com a jurisdição interna dos Estados, e que no cumprimento das suas funções, actuará de acordo com as leis, os regulamentos e as políticas dos Estados interessados.

## CAPÍTULO II

### Membros

#### Artigo 2º

Serão Membros da Organização:

- a) os Estados que, sendo Membros da Organização, tenham aceite a presente Constituição de acordo com o artigo 34º, ou para os quais se aplicam as disposições do artigo 35º;
- b) os outros Estados que demonstrem interesse no princípio da livre circulação de pessoas e que pelo menos se comprometam a contribuir financeiramente com as despesas de administração da Organização, cuja percentagem será acordada entre o Conselho e o Estado interessado, decisão sujeita a uma maioria de dois terços e mediante aceitação pelo Estado da presente Constituição.

#### Artigo 3º

Qualquer Estado Membro poderá anunciar a sua retirada da Organização com efeitos a partir do fim de ano financeiro. Este anúncio deve ser feito por escrito e deve ser entregue ao Director Geral da Organização pelo menos quatro meses antes do fim do ano financeiro. As obrigações financeiras respeitantes à Organização de um Estado Membro que tenha anunciado a sua retirada deve incluir a totalidade do ano fiscal em que foi feita a notificação.

#### Artigo 4º

1. Se um Estado Membro não cumprir as suas obrigações financeiras para com a Organização durante dois anos financeiros consecutivos, o Conselho deve, mediante uma decisão adoptada por maioria de dois terços, suspender o direito de voto e, parcial ou totalmente os serviços que o referido Estado Membro seja beneficiário. O Conselho deve ter autoridade para restabelecer os direitos de voto e serviços mediante decisão adoptada por maioria simples.

2. Qualquer Estado Membro pode ser suspenso da sua filiação, pelo Conselho, mediante decisão tomada por maioria de dois terços, se infringir persistentemente os princípios da presente Constituição. O Conselho deve ter autoridade para restabelecer a qualidade de Membro mediante decisão tomada por maioria simples.

## CAPÍTULO III

### Órgãos

#### Artigo 5º

São Órgãos da Organização:

- a) o Conselho;
- b) o Comité Executivo;
- c) a Administração.

## CAPÍTULO IV

### O Conselho

#### Artigo 6º

As funções do Conselho, para além das indicadas em outras disposições da presente Constituição, são as seguintes:

- a) determinar a política da Organização;
- b) estudar os relatórios, aprovar e dirigir a gestão do Comité Executivo;
- c) estudar os relatórios, aprovar e dirigir a gestão do Director Geral;
- d) estudar e aprovar o programa, o orçamento, as despesas e as contas da Organização;
- e) adoptar qualquer outra medida com vista a atingir os objectivos da Organização.

#### Artigo 7º

1. O Conselho é composto pelos representantes dos Estados Membros.

2. Cada Estado Membro designa um representante, bem como os suplentes e assessores que julgue necessário.

3. Cada Estado Membro tem direito a um voto no Conselho.

#### Artigo 8º

O Conselho pode, quando assim solicitado, admitir como observadores nas suas sessões, Estados não membros e organizações internacionais, governamentais e não governamentais, que se ocupam de migrações, de refugiados ou de recursos humanos, nas condições prescritas pelo seu regulamento. Tais observadores não terão direito a voto.

#### Artigo 9º

1. O Conselho reúne-se em sessão ordinária uma vez por ano.

2. O Conselho reúne-se em sessão extraordinária a pedido:

- a) de um terço dos seus membros;
- b) do Comité Executivo;
- c) do Director Geral ou do Presidente do Conselho, em casos urgentes.

3. No início de cada sessão ordinária, o Conselho elege um Presidente e os outros membros da Mesa, cujo mandato é de um ano.

#### Artigo 10º

O Conselho pode criar quantos comités forem necessários para o cumprimento das suas funções.

## Artigo 11º

O Conselho adopta o seu próprio regulamento.

## CAPÍTULO V

## O Comité Executivo

## Artigo 12º

As funções do Comité Executivo são as seguintes:

- a) examinar e rever a política, os programas e as actividades da Organização, os relatórios anuais do Director Geral e quaisquer relatórios especiais;
- b) examinar todas as questões financeiras ou orçamentais que relevam da competência do Conselho;
- c) considerar todas as questões que lhe forem especialmente submetidas pelo Conselho, incluindo a revisão do orçamento, e adoptar a este respeito as medidas que julgar necessárias;
- d) aconselhar o Director Geral sobre qualquer questão a que este lhe submeta;
- e) adoptar, entre as reuniões do Conselho, quaisquer decisões urgentes sobre questões relevantes da competência do Conselho, decisões que serão submetidas à aprovação deste na sua próxima reunião;
- f) apresentar recomendações ou propostas ao Conselho, ou ao Director Geral, por sua própria iniciativa;
- g) submeter ao Conselho relatórios e/ou recomendações sobre as questões tratadas.

## Artigo 13º

1. O Comité Executivo é composto pelos representantes de nove Estados membros. Este número pode ser aumentado por decisão do Conselho tomada por maioria de dois terços, não podendo exceder em mais de um terço do número total de Membros da Organização.

2. Estes Estados Membros serão eleitos pelo Conselho por um período de dois anos, podendo ser reeleitos.

3. Cada membro do Comité Executivo designará um representante, bem como os suplentes e assessores que julgar necessário

4. Cada membro do Comité executivo tem direito a um voto

## Artigo 14º

1. O Comité Executivo reúne-se pelo menos uma vez por ano. Em caso necessário e para o cumprimento das suas funções poderão também reunir-se a pedido:

- a) do seu Presidente;
- b) do Conselho;
- c) do Director-Geral após prévia consulta ao Presidente do Conselho;
- d) da maioria dos seus membros

2. O Comité Executivo elege de entre os seus membros um Presidente e um Vice-Presidente, cujo mandato é de um ano.

## Artigo 15º

O Comité Executivo pode criar, sob reserva de eventual revisão pelo Conselho, quantos sub-comités forem necessários para o cumprimento das suas funções.

## Artigo 16º

O Comité Executivo adopta o seu próprio regulamento

## CAPÍTULO VI

## A Administração

## Artigo 17º

A Administração é composta por um Director Geral, um Director Geral Adjunto e pelo pessoal fixado pelo Conselho

## Artigo 18º

1. O Director Geral e o Director Geral Adjunto são eleitos pelo Conselho por uma maioria de dois terços e poderão ser reeleitos. A duração ordinária do mandato é de cinco anos mas, excepcionalmente, poderá ser inferior se o Conselho assim decidir por uma maioria de dois terços. Eles cumprirão as suas funções de acordo com os termos dos contratos aprovados pelo Conselho e assinados, em nome da Organização, pelo Presidente do Conselho.

2. O Director Geral é responsável perante o Conselho e perante o Comité Executivo. Ele administra e dirige os serviços administrativos e executivos da Organização em conformidade com a presente Constituição, com a política e decisões do Conselho e do Comité Executivo bem como com os regulamentos por eles elaborados. Ele formulará propostas relativas às medidas a serem adoptadas pelo Conselho.

## Artigo 19º

O Director Geral nomeia o pessoal da Administração em conformidade com o estatuto do pessoal adoptado pelo Conselho.

## Artigo 20º

1. No cumprimento das suas funções, o Director Geral, o Director Geral Adjunto e o pessoal não devem solicitar nem aceitar instruções de nenhum Estado nem de nenhuma autoridade exterior à Organização. Eles devem abster-se de qualquer acto incompatível com o seu estatuto de funcionários internacionais.

2. Cada Estado Membro compromete-se a respeitar o carácter exclusivamente internacional das funções do Director Geral, do Director Geral Adjunto e do pessoal, e evitará influenciá-los no cumprimento das suas funções.

3. Para o recrutamento e emprego do pessoal, devem ser consideradas como condições primordiais a eficiência, a competência e a integridade; exceptuando-se casos excepcionais, o pessoal deve ser sempre contratado entre os nacionais dos estados Membros da Organização, tendo em conta o princípio da repartição geográfica equitativa.

## Artigo 21º

O Director Geral assiste, ou far-se-á representar pelo Director Geral Adjunto ou outro funcionário, a todas as sessões do Conselho, do Comité Executivo e dos Sub-comités. O Director Geral ou seu representante designado podem participar dos debates sem direito a voto.

## Artigo 22º

Por ocasião da sessão ordinária do Conselho que se segue ao fim de cada exercício anual, o Director Geral apresenta ao Conselho, por intermédio do Comité Executivo, um relatório completo sobre as actividades da Organização durante o ano transacto.

## CAPÍTULO VII

## Sede

## Artigo 23º

1. A Organização tem a sua sede em Genebra. O Conselho poderá decidir, por uma maioria de dois terços, a transferência da sede para outro lugar.

2. As reuniões do Conselho e do Comité Executivo têm lugar em Genebra a menos que dois terços dos membros do Conselho ou do Comité Executivo tenham decidido reunir-se em outro lugar.

## CAPÍTULO VIII

## Finanças

## Artigo 24º

O Director Geral submeterá ao Conselho, por intermédio do Comité Executivo, uma proposta de orçamento anual compreendendo as despesas da administração e das operações e as receitas previstas, as previsões suplementares que se julgarem necessárias e as contas anuais ou especiais da Organização.

## Artigo 25º

1. Os recursos necessários para as despesas da Organização serão constituídos:

- a) no que respeita à Parte Administrativa do orçamento, pelas contribuições em espécie dos Estados Membros, que serão pagas no início do exercício financeiro anual correspondente e sem demoras;
- b) no que respeita à Parte do orçamento relativa às operações, pelas contribuições em espécie ou sob a forma de serviços dos Estados Membros, de outros Estados, de organizações internacionais, governamentais ou não governamentais, de outras entidades jurídicas ou de pessoas privadas, que deverão ser pagas o mais rapidamente possível e integralmente antes do fim do exercício anual correspondente.

2. Os Estados Membros devem contribuir para a Parte Administrativa do Orçamento da Organização a uma taxa acordada conjuntamente pelo Conselho e pelo Estado Membro abrangido.

3. As contribuições para as despesas operacionais da Organização serão de carácter voluntário podendo cada contribuinte estipular conjuntamente com a Organização os termos e as condições para o uso da sua contribuição, em conformidade com os propósitos e funções da Organização.

- 4.a) Todas as despesas administrativas da Sede e todas as demais despesas administrativas, exceptuando-se aquelas realizadas na prossecução das funções mencionadas nas alíneas c) e d) do parágrafo 1 do artigo 1º, deverão ser imputadas à Parte Administrativa do Orçamento;
- b) As despesas operacionais assim como as despesas administrativas realizadas na prossecução das funções enunciadas nas alíneas c) e d) do parágrafo 1 do artigo 1º deverão ser imputadas à Parte Operacional do Orçamento.

5. O Conselho zelará para que a gestão administrativa seja assegurada de modo eficaz e económico.

## Artigo 26º

O regulamento financeiro será estabelecido pelo Conselho

## CAPÍTULO IX

## Estatuto Jurídico

## Artigo 27º

A Organização possui personalidade jurídica plena. Ela goza da capacidade jurídica necessária para exercer as suas funções e atingir os seus objectivos e em especial a capacidade, de conformidade com as leis do Estado visado, de:

- a) contratar;
- b) adquirir bens móveis e imóveis e dispor dos mesmos;
- c) receber e desembolsar fundos públicos e privados, e
- d) comparecer em juízo.

## Artigo 28º

1. A Organização gozará dos privilégios e imunidades necessários ao exercício das suas funções e prossecução dos seus objectivos.

2. Os representantes dos estados Membros, o Director Geral, o Director Geral Adjunto e o pessoal da Administração gozarão igualmente dos privilégios e imunidades necessários ao livre exercício das funções em conexão com a Organização.

3. Tais privilégios e imunidades serão definidos mediante acordos entre a Organização e os Estados interessados ou mediante outras medidas adoptadas pelos referidos Estados.

## CAPÍTULO X

## Disposições Diversas

## Artigo 29º

1. Salvo disposição em contrário da presente Constituição ou dos regulamentos estabelecidos pelo Conselho ou pelo Comité Executivo, todas as decisões do Conselho, do Comité Executivo e de todos os Sub-Comités, serão tomadas por maioria simples.

2. As maiorias previstas nas disposições da presente Constituição ou nos regulamentos estabelecidos pelo Conselho ou pelo Comité Executivo referem-se aos membros presentes e votantes.

3. Uma votação só será válida quando a maioria dos membros do Conselho, do Comité Executivo ou do Sub-Comité interessado estejam presentes.

## Artigo 30º

1. Os textos das emendas propostas à presente Constituição serão comunicados pelo Director Geral aos Governos dos Estados Membros, pelo menos três meses antes de serem examinados pelo Conselho.

2. As emendas entrarão em vigor após a sua adopção por dois terços dos membros do Conselho e a sua aceitação por dois terços dos Estados Membros, de acordo com os respectivos procedimentos constitucionais. Todavia, as emendas que acarretem novas obrigações para os membros não entrarão em vigor para um determinado membro enquanto este não as aceitar.

## Artigo 31º

Todo diferendo relativo à interpretação ou aplicação da presente Constituição que não tenha sido resolvido por via de negociação

ou por uma decisão do Conselho tomada por maioria de dois terços, será transferido ao Tribunal Internacional de Justiça em conformidade com os seus Estatutos, a menos que os Estados Membros interessados acordem sobre um outro modo de resolução dentro de um prazo razoável.

Artigo 32º

Sob reserva da aprovação de dois terços dos membros do Conselho, a Organização pode retomar de qualquer outra organização ou instituição internacional cujos objectivos se inscrevam no domínio da Organização as actividades, recursos e obrigações que poderiam ser fixados por um acordo internacional ou um arranjo estabelecido entre as autoridades competentes das organizações respectivas.

Artigo 33º

O Conselho pode, através de uma decisão tomada por maioria de três quartos dos seus membros, dissolver a Organização.

Artigo 34º \*

O presente Acto Constitutivo entrará em vigor para os Governos membros do Comité Intergovernamental para as Migrações europeias que o tenham aceite, em conformidade com as suas regras constitucionais respectivas, no dia da primeira reunião do dito Comité depois que:

- a) pelo menos dois terços dos membros do Comité e
- b) um número de membros que paguem pelo menos 75% das contribuições à Parte Administrativa do orçamento, tenham notificado ao Director a sua aceitação do referido Acto.

Artigo 35º \*

Os Governos membros do Comité intergovernamental para as migrações europeias que, à data de entrada em vigor do presente Acto Constitutivo, não tenham notificado ao Director a sua aceitação deste Acto, podem permanecer como membros do Comité durante um ano a partir desta data se derem uma contribuição para as despesas de administração do Comité em conformidade com os termos da alínea 2 do artigo 25º; eles conservam, durante este período, o direito de aceitar o Acto Constitutivo.

Artigo 36º

Os textos em francês, inglês e espanhol da presente Constituição são considerados como igualmente autênticos.

\* Os artigos 34º e 35º foram empregues quando da entrada em vigor da Constituição, em 30 de Novembro de 1954.

—o§o—  
**MINISTÉRIO DA JUSTIÇA E  
 ADMINISTRAÇÃO INTERNA**

Gabinete da Ministra  
**Despacho**

Foi requerida à Ministra da Justiça e Administração Interna o reconhecimento da Associação dos Amigos para o Desenvolvimento Integrado de Boca de Coruja, designada por, «ADIBOCA».

Apreciados e valorados os documentos que acompanharam o pedido de reconhecimento não se vislumbram vícios de fundo ou de forma que, pela sua relevância, possam comprometer o atendimento do pedido.

Assim,

Nestes termos e ao abrigo do disposto no artigo 10º da Lei nº 28/III/87, de 31 de Dezembro, vai reconhecida como pessoa jurídica a Associação dos Amigos para o Desenvolvimento Integrado de Boca de Coruja, «ADIBOC».

Gabinete da Ministra da Justiça e Administração Interna, 13 de Junho de 2001. — A Ministra, *Cristina Fontes Lima*.

—  
**Despacho**

Foi requerido à Ministra da Justiça e Administração Interna o reconhecimento da Associação Cultural Raiz de Polon, designada por, «ASSOCIAÇÃO CULTURAL RAIZ POLON».

Apreciados e valorados os documentos que acompanharam o pedido de reconhecimento não se vislumbram vícios de fundo ou de forma que, pela sua relevância, possam comprometer o atendimento do pedido.

Assim,

Nestes termos e ao abrigo do disposto no artigo 10º da Lei nº 28/III/87, de 31 de Dezembro, vai reconhecida como pessoa jurídica a Associação Cultural raiz de Polon, designada por, «ASSOCIAÇÃO CULTURAL RAIZ POLON».

Gabinete da Ministra da Justiça e Administração Interna, 13 de Junho de 2001. — A Ministra, *Cristina Fontes Lima*.

—  
**Despacho**

Foi requerido à Ministra da Justiça e Administração Interna o reconhecimento da Associação dos Proprietários Urbanos na Orla Marítima da Vila de Sal-Rei, designada por, «APPUOMSR».

Apreciados e valorados os documentos que acompanharam o pedido de reconhecimento não se vislumbram vícios de fundo ou de forma que, pela sua relevância, possam comprometer o atendimento do pedido.

Assim,

Nestes termos e ao abrigo do disposto no artigo 10º da Lei nº 28/III/87, de 31 de Dezembro, vai reconhecida como pessoa jurídica a Associação dos Proprietários Urbanos na Orla Marítima da Vila de Sal-Rei, designada por, «APPUOMSR».

Gabinete da Ministra da Justiça e Administração Interna, 13 de Junho de 2001. — A Ministra, *Cristina Fontes Lima*.

—  
**Despacho**

Foi requerido à Ministra da Justiça e Administração Interna o reconhecimento da Associação para o Desenvolvimento Comunitário de Atalaia, designada por, «TALAIA».

Apreciados e valorados os documentos que acompanharam o pedido de reconhecimento não se vislumbram vícios de fundo ou de forma que, pela sua relevância, possam comprometer o atendimento do pedido.

Assim,

Nestes termos e ao abrigo do disposto no artigo 10º da Lei nº 28/III/87, de 31 de Dezembro, vai reconhecida como pessoa jurídica a Associação para o Desenvolvimento Comunitário de atalaia, designada por, «TALAIA».

Gabinete da Ministra da Justiça e Administração Interna, 13 de Junho de 2001. — A Ministra, *Cristina Fontes Lima*.

MINISTÉRIO DA JUSTIÇA E ADMINISTRAÇÃO  
INTERNA E MINISTÉRIO DAS FINANÇAS E  
PLANEAMENTO

Gabinetes

Portaria n.º 21/2001

25 de Junho

Convindo dar cumprimento ao disposto no artigo 6º do Decreto-Lei nº 51/2000, de 4 de Janeiro, os Ministros da Justiça e Administração Interna e das Finanças e Planeamento determinam o seguinte:

Artigo 1º

(Criação)

É criada a Comissão Liquidatária do Instituto do Patrocínio e Assistência Judiciários (IPAJ), constituída por um presidente e dois vogais.

Artigo 2º

(Competência)

Compete à Comissão determinar o património activo e passivo do Instituto do Patrocínio e Assistência Judiciários (IPAJ), submetê-lo à consideração da Direcção-Geral do Património do Estado que posteriormente o transferirá para a Ordem dos Advogados.

Artigo 3º

(Prazo do mandato)

A Comissão ora criada tem um mandato de quarenta e cinco dias, contados da data da sua posse.

Artigo 4º

(Composição)

A Comissão é constituída por Anildo Martins, consultor jurídico, que preside, e pelos vogais, Alcindo Júlio Soares, Procurador da República junto do Tribunal de Contas e a Alcinda Pereira Sousa Duarte, economista e inspectora de finanças.

Artigo 5º

(Remuneração suplementar)

Ao presidente é fixado o suplemento remuneratório de trinta mil escudos (30 000\$00) aos vogais vinte e cinco mil escudos (25 000\$00), a ser suportado pelo activo que vier a resultar da liquidação do Instituto do Patrocínio e Assistência Judiciários (IPAJ).

Artigo 6º

(Entrada em vigor)

Esta Portaria entra em vigor imediatamente.

Gabinetes dos Ministros da Justiça e Administração Interna e das Finanças e Planeamento, 6 de Junho de 2001. — Os Ministros, *Cristina Fontes Lima* — *Carlos Augusto Duarte de Burgo*.

MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO,  
CULTURA E DESPORTOS

Gabinete do Ministro

Portaria n.º 22/2001

25 de Junho

Considerando o disposto no Decreto-Lei n.º 15/2000, de 13 de Março;

Considerando o disposto na Portaria n.º 11/2000 de 24 de Abril;

Ouvida a Comissão Nacional de Acesso ao Ensino Superior;

Ao abrigo do disposto nos artigos 28.º do Decreto-Lei n.º 15/2000 de 13 de Março;

Manda o Governo, pelo Ministro da Educação, Cultura e Desportos, o seguinte:

Artigo 1º

É aprovado o Regulamento do Concurso Nacional de Acesso ao Ensino Superior para a Matrícula e Inscrição no Ano Lectivo 2001-2002, a que se refere o artigo 28º do Decreto-Lei n.º 15/2000 de 13 de Março, cujo texto se publica em anexo a esta portaria.

Artigo 2º

O texto referido no número anterior e os respectivos anexos consideram-se, para todos os efeitos legais, como fazendo parte integrante da presente portaria.

Artigo 3º

Todas as alterações ao Regulamento são nele incorporadas através de nova redacção dos seus artigos ou de aditamento de novos artigos.

Artigo 4º

Esta portaria entra em vigor no dia imediato ao da sua publicação.

Gabinete do Ministro da Educação, Cultura e Desporto, na Praia, aos 13 de Junho de 2001. — O Ministro, *Victor Manuel Borges*.

**Regulamento do Concurso Nacional de Acesso ao Ensino Superior para a Matrícula e Inscrição no ano lectivo 2000-2001**

CAPÍTULO I

Disposições gerais

Artigo 1.º

Objecto

O presente Regulamento disciplina o concurso nacional para a matrícula e inscrição no ano lectivo 2001-2002 aos cursos ministrados em estabelecimentos de ensino superior no país e no exterior.

Artigo 2.º

Âmbito

Os pares estabelecimento/curso abrangidos pelo concurso nacional de acesso são fixados nos locais indicados no anúncio do concurso.

## Artigo 3.º

## Fases

O presente concurso realiza-se em fases:

- a) Concurso para vagas no Brasil;
- b) Concurso para vagas em Portugal;
- c) Outros.

## Artigo 4.º

## Validade do concurso

O concurso é válido apenas para o ano em que se realiza.

## Artigo 5.º

## Condições gerais de apresentação ao concurso

Pode apresentar-se ao concurso o estudante que satisfaça cumulativamente as seguintes condições:

- a) Ter nacionalidade cabo-verdiana;
- b) Ser titular de um curso de ensino secundário ou de habilitação legalmente equivalente;
- c) Possuir o domínio da língua portuguesa nos casos de candidatura a estabelecimentos portugueses ou brasileiros.

## CAPÍTULO II

## Candidatura

## Artigo 6.º

Condições gerais para candidatura a cada par estabelecimento/curso

Para a candidatura a cada par estabelecimento/curso o estudante deve satisfazer cumulativamente as seguintes condições:

- a) Ter obtido no ensino secundário a classificação exigida para o par estabelecimento/curso a que concorre;
- b) Ter obtido aprovação nas disciplinas nucleares exigidas para esse par estabelecimento/curso;
- c) Ter preenchido, se exigidos, os pré-requisitos fixados para o acesso a esse par estabelecimento/curso;
- d) Ter obtido, na nota de candidatura, a classificação mínima de dez (10) valores numa escala de 0 a 20.

## Artigo 7.º

## Vagas

1. O acesso aos cursos ministrados em estabelecimentos de ensino superior público e privado no país será objecto de concursos locais, realizados por essas instituições.

2. O acesso aos cursos ministrados em estabelecimentos de ensino superior público no exterior será objecto de concursos nacionais organizados pela Direcção Geral do Ensino Superior e Ciência.

## Artigo 8.º

## Contingentes

1. As vagas fixadas para cada curso em cada estabelecimento de ensino superior são distribuídas por um contingente geral e por contingentes especiais.

2. São criados os seguintes contingentes especiais:

- a) Contingente especial para candidatos emigrantes cabo-verdianos e familiares que com eles residam, a que são atribuídas 10% das vagas fixadas por cada par estabelecimento/curso;
- b) Contingente especial para os candidatos formados em Cuba abrangidos pelo Despacho nº 9/99 de 25 de Fevereiro de 1999, do Ministro da Educação, Ciência, Juventude e Desporto, a que são atribuídas 10% das vagas fixadas por cada par estabelecimento/curso.

3. O resultado do cálculo dos valores a que se refere o número anterior:

- a) É arredondado para o inteiro superior, se tiver parte decimal maior ou igual a 5;
- b) Assume o valor 1, se for inferior a 0,5.

4. As vagas atribuídas ao contingente geral são o resultado da diferença entre o número de vagas fixadas e as vagas afectadas aos contingentes especiais nos termos dos nºs 2 e 3.

## Artigo 9.º

## Curso congénere

1. Para efeitos do disposto neste Regulamento, entende-se como curso congénere de um determinado curso aquele que, embora eventualmente designado de forma diferente, tenha o mesmo nível científico e ministre uma formação equivalente.

2. Por despacho do director-geral do Ensino Superior e Ciência é fixada a lista dos cursos congéneres dos cursos das instituições.

## Artigo 10.º

Contingente especial para candidatos emigrantes cabo-verdianos e familiares que com eles residam

1. Para efeitos do disposto no presente diploma:

- a) É emigrante cabo-verdiano o nacional que tenha residido durante pelo menos dois anos, com carácter permanente, em país estrangeiro onde tenha exercido actividade remunerada por conta própria ou por conta de outrem e que no período em que decorre o concurso tenha residência fixada no exterior;
- b) É familiar de emigrante cabo-verdiano o cônjuge, o parente ou afim em qualquer grau da linha recta que com ele tenha residido, com carácter permanente, no estrangeiro, por período não inferior a dois anos e que não tenha idade superior a 25 anos em 31 de Dezembro de 2000.

2. Podem concorrer às vagas do contingente especial previsto na alínea a) do n.º 2 do artigo 9.º os estudantes que, cumulativamente, satisfaçam as seguintes condições:

- a) Sejam emigrantes cabo-verdianos ou familiares, de acordo com o definido no número anterior;
- b) Tenham obtido no país estrangeiro de residência o diploma de curso terminal do ensino secundário desse país e nele obtido o que aí constitua requisitos de ingresso no ensino superior;
- c) À data da conclusão do curso de ensino secundário residam há pelo menos dois anos, com carácter permanente, em país estrangeiro;

d) Não sejam titulares de um curso superior cabo-verdiano ou estrangeiro.

3. O disposto nas alíneas b) e c) do número anterior não se aplica a Portugal.

Artigo 11.º

**Modo de realização da candidatura**

1. A candidatura consiste na indicação, por ordem decrescente de preferência, dos códigos correspondentes aos pares estabelecimento/curso para os quais o estudante dispõe das condições de candidatura adequadas e onde se pretende matricular e inscrever, até um máximo de seis opções diferentes.

2. As indicações referidas no n.º 1 são feitas no boletim de candidatura

3. Os erros ou omissões cometidos no preenchimento do boletim de candidatura são da exclusiva responsabilidade do candidato.

4. Ter-se-ão como não inscritos, sem que tal sanção seja objecto de comunicação expressa aos candidatos, os códigos das opções indicadas em cada boletim de candidatura que respeitem a pares estabelecimento/curso:

- a) Inexistentes;
- b) Para os quais o candidato não comprove:
  - i) Preencher os pré-requisitos, se exigidos;
  - ii) Ter obtido, na nota de candidatura, a classificação mínima exigida.

Artigo 12.º

**Local e prazo de apresentação da candidatura**

1. A candidatura é apresentada:

- a) Na Praia - Direcção de Formação e Qualificação de Quadros (DFQQ)
- b) Na Delegação do Ministério da Educação, Cultura e Desporto de S. Vicente que se encarrega de a encaminhar à DFQQ.

2. O prazo para a apresentação da candidatura é o fixado no anexo I.

Artigo 13.º

**Apresentação da candidatura**

Têm legitimidade para efectuar a apresentação da candidatura:

- a) O estudante;
- b) Um seu procurador bastante;
- c) Sendo o estudante menor, a pessoa que demonstre exercer o poder paternal ou tutelar.

Artigo 14.º

**Instrução do processo de candidatura**

1. O processo de candidatura deve ser instruído com:

- a) Boletim de candidatura, devidamente preenchido, de modelo aprovado por despacho do Director Geral de Ensino Superior;
- b) Fotocópia simples e nítida do bilhete de identidade ou passaporte;

c) Documento comprovativo da titularidade do curso de ensino secundário ou de curso considerado equivalente (acompanhado do certificado nacional de equivalência) e da respectiva classificação;

d) Documento comprovativo da satisfação e ou realização, conforme os casos, dos pré-requisitos, se exigidos, para os pares estabelecimento/curso a que concorre;

e) Documentos especificamente exigidos pelas autoridades dos países onde se situam os estabelecimentos/cursos para os quais se concorre.

Artigo 15.º

**Instrução do processo de candidatura - candidatos às vagas do contingente especial para emigrantes cabo-verdianos e seus familiares**

1. Os candidatos às vagas do contingente especial para emigrantes cabo-verdianos e familiares que com eles residam devem igualmente apresentar:

- a) Documento comprovativo da situação de emigrante ou de seu familiar, nos termos do disposto no n.º 1 do artigo 10.º;
- b) Quando concorrem com a titularidade do diploma estrangeiro a que se refere a primeira subalínea do n.º 2 do artigo 10.º:

b.1) Documento comprovativo da titularidade do curso terminal do ensino secundário obtido no país de emigração e da respectiva classificação, em substituição do documento a que se refere a alínea d) do n.º 1 do artigo 14.º;

b.2) Declaração, emitida pelos serviços oficiais de educação do país de emigração, atestando que a habilitação secundária obtida nesse país e de que são titulares é suficiente para ingressar no ensino superior oficial do país de residência, em cursos congêneres daqueles a que se pretendem candidatar.

2. O documento referido na subalínea b.1) do número anterior deve ser acompanhado do respectivo certificado nacional de equivalência.

Artigo 16.º

**Preenchimento do boletim de candidatura**

1. O candidato deve indicar expressamente, no local apropriado do boletim de candidatura, o contingente ou contingentes especiais a cujas vagas pretende concorrer. Faltando ou estando errada a referida indicação, o candidato é incluído no contingente geral.

3. O candidato que anexar documento(s) comprovativo(s) da satisfação e ou realização de pré-requisito(s) deve indicá-lo(s) expressamente no boletim de candidatura. Faltando ou estando errada tal indicação, considera-se como não provada a satisfação e ou realização do(s) pré-requisito(s).

Artigo 17.º

**Recibo**

Da candidatura, é entregue ao apresentante um recibo devidamente assinado e carimbado.

## Artigo 18.º

**Alteração e anulação da candidatura**

1. Até ao fim do prazo da candidatura, o candidato pode alterar, uma só vez, a lista ordenada a que se refere o n.º 1 do artigo 11.º:

2. A alteração da candidatura é requerida através da elaboração de um requerimento dirigido ao Director Geral de Ensino Superior e Ciência.

3. Os requerimentos de alteração da candidatura são entregues no mesmo serviço onde foi apresentada a candidatura.

4. Os candidatos que pretendam anular a candidatura devem solicitá-lo em requerimento dirigido ao director de Formação e Qualificação de Quadros e entregue no mesmo serviço onde foi apresentada a candidatura até oito dias antes da data indicada no anexo I para a afixação dos resultados do concurso.

## CAPÍTULO III

**Seriação**

## Artigo 19.º

**Cálculo da nota de candidatura**

1. A nota de candidatura é uma classificação na escala de 0 a 200, calculada através da aplicação da seguinte fórmula, cujo resultado é arredondado às décimas, considerando como uma décima o valor não inferior a 0,05:

a) Se for exigida uma disciplina nuclear:

$$(S \times 0,50) + (N \times 0,50)$$

b) Se forem exigidas duas disciplinas nucleares:

$$(S \times 0,50) + (N_1 \times 0,25) + (N_2 \times 0,25)$$

em que:

$S$  = classificação do ensino secundário, fixada nos termos do artigo 20.º;

$N$ ,  $N_1$  e  $N_2$  = classificações, na escala inteira de 0 a 200, das nucleares exigidas;

2. Todos os cálculos intermédios são efectuados sem arredondamento.

## Artigo 20.º

**Classificação do ensino secundário**

1. Para os cursos de ensino secundário organizados num só ciclo de dois anos e para os do Ano Zero,  $S$  tem o valor da classificação final do curso de ensino secundário com que o estudante se candidatá, tal como fixada nos termos da lei e multiplicada por 10.

2. Para os candidatos às vagas do contingente especial para emigrantes cabo-verdianos e familiares que com eles residam que concorram com a titularidade de um curso de ensino secundário estrangeiro nos termos do artigo 35.º do Decreto-Lei n.º 15/2000,  $S$  é a classificação do curso de ensino secundário estrangeiro, convertida para a escala de 0 a 200 através da aplicação de tabela de conversão aprovada por despacho do Director Geral do Ensino Superior.

## Artigo 21.º

**Seriação**

1. A seriação dos candidatos a cada par estabelecimento/curso é realizada pela ordem decrescente das respectivas notas de candidatura.

2. Em caso de empate aplicam-se sucessivamente os seguintes critérios:

a) Classificações nas nucleares:  $(N \times 0,50)$  ou  $[(N_1 \times 0,25) + (N_2 \times 0,25)]$ , conforme o caso;

b) Antiguidade na conclusão do ensino secundário.

3. As operações materiais de seriação são realizadas pela DFQQ que elabora e remete ao serviço competente no exterior as listas daí resultantes referentes aos seleccionados para cada um dos cursos bem como os processos individuais correspondentes, instruídos nos termos exigidos pelas autoridades de cada país.

4. A consulta das listas a que se refere o número anterior é facultada a todos os interessados, nos respectivos estabelecimentos de ensino superior e na DFQQ.

## CAPÍTULO IV

**Colocação**

## Artigo 22.º

**Sequência da colocação**

1. A colocação dos candidatos faz-se de acordo com a seguinte sequência de etapas:

a) Colocação dos candidatos às vagas do contingente especial para emigrantes cabo-verdianos e familiares que com eles residam, nas respectivas vagas;

b) Colocação dos candidatos às vagas do contingente especial para os que estudaram em Cuba e se encontram enquadrados pelo despacho referido na b) do ponto 2 do artigo 8.º, nas respectivas vagas;

c) Inclusão no âmbito do contingente geral dos candidatos não colocados nas vagas dos contingentes especiais;

d) Adição das vagas sobranes das operações a que se referem as alíneas a) a c) às vagas do contingente geral.

2. Se numa etapa da sequência a que se refere o número anterior um candidato já colocado em etapa anterior puder obter colocação em preferência superior, é-lhe atribuída esta colocação, sendo refeitas as duas etapas.

## Artigo 23.º

**Colocação**

1. A colocação dos candidatos nas vagas fixadas é feita por ordem decrescente das preferências indicadas pelos candidatos no boletim de candidatura.

2. O processo de colocação tem natureza iterativa, considerando-se concluído quando todos os candidatos tiverem alcançado a situação de seleccionado ou não seleccionado.

3. Em cada iteração:

a) Se o candidato, numa das listas ordenadas a que se refere o artigo 21.º, tem lugar na sua primeira preferência, procede-se à colocação;

b) Se o candidato, numa das listas ordenadas a que se refere o artigo 22.º, não tem lugar na sua primeira preferência, conservam-se apenas as suas preferências de ordem igual ou superior à de ordem mais alta em que tem colocação.

4. Finda cada iteração:

- a) Eliminam-se todas as preferências onde já não existam vagas;
- b) Declaram-se como não seleccionados os candidatos que já não disponham de preferências.

5. O processo de selecção é da competência da Direcção-Geral do Ensino Superior e Ciência, a cujo director compete submeter à homologação ministerial, o resultado final do concurso.

Artigo 24.º

#### Resultado final e sua divulgação

1. O resultado final do concurso exprime-se através de uma das seguintes situações:

- a) Seleccionado (par estabelecimento/curso);
- b) Não seleccionado;
- c) Excluído da candidatura.

2. O resultado final é tornado público através de lista afixada no local onde o estudante procedeu à candidatura ou noutro a indicar pela Direcção Geral do Ensino Superior e Ciência.

3. Das listas afixadas constam, relativamente a cada estudante que se tenha apresentado a concurso:

- a) Nome;
- b) Número de inscrição;
- c) Resultado final.

4. A menção da situação de *excluído da candidatura* carece de ser acompanhada da respectiva fundamentação legal.

Artigo 25.º

#### Listas de colocação

As listas dos candidatos seleccionados para cada par estabelecimentos/cursos no exterior carecem de validação pelas autoridades desses países, pelo que os resultados da colocação só serão anunciados após a referida validação.

Artigo 26.º

#### Reclamações

1. Do resultado final do concurso podem os candidatos apresentar reclamação fundamentada, no prazo fixado no anexo I, mediante exposição dirigida ao Director Geral do Ensino Superior e Ciência.

2. A Direcção Geral do Ensino Superior e Ciência faculta, através da Direcção de Formação e Qualificação de Quadros, a todo o candidato que o solicite:

- a) A transcrição do conteúdo relevante do seu registo informático;
- b) As classificações de candidatura e de desempate do último colocado em cada par estabelecimento/curso.

3. A exposição deve ser apresentada em requerimento a Direcção Geral do Ensino Superior e Ciência.

4. A reclamação é entregue em mão, no serviço onde o reclamante apresentou a candidatura, ou enviada pelo correio, em carta registada.

5. São liminarmente rejeitadas as reclamações não fundamentadas, bem como as que não sejam recebidas no local referido no número anterior até ao prazo máximo de cinco dias úteis após a divulgação dos resultados.

6. As decisões sobre as reclamações que não hajam sido liminarmente rejeitadas nos termos do número anterior são proferidas no prazo de quinze dias úteis e notificadas ao reclamante através de uma nota que será entregue ao requerente ou ao seu representante.

## CAPÍTULO V

### Matrícula e inscrição

Artigo 27.º

#### Matrícula e inscrição

1. Os candidatos têm direito a proceder à matrícula e inscrição no estabelecimento e curso de ensino superior em que foram colocados no ano lectivo de 2001-2002, no prazo fixado por cada estabelecimento de ensino.

2. A colocação apenas tem efeito para o ano lectivo de 2001-2002, pelo que o direito à matrícula e inscrição no estabelecimento e curso em que o candidato foi colocado caduca com o seu não exercício.

Artigo 28.º

#### Matrículas e inscrições múltiplas

1. Cada estudante apenas pode estar matriculado e inscrito numa instituição e curso de ensino superior.

2. Quando não seja observado o disposto no número anterior, apenas se considera válida a primeira matrícula e inscrição.

Artigo 29.º

#### Mudança de curso ou de estabelecimento de ensino

1. Os estudantes não poderão no ano de candidatura solicitar mudança de curso ou de estabelecimento de ensino;

2. Nos anos subsequentes, qualquer mudança de curso ou de estabelecimento de ensino bem como as implicações inerentes serão da inteira responsabilidade do estudante.

## CAPÍTULO VI

### Disposições comuns

Artigo 30.º

#### Exclusão de candidatos

1. Para além dos casos em que, nos termos do presente Regulamento, há lugar à exclusão do concurso, são ainda excluídos deste, a todo o tempo, os candidatos que:

- a) Não tenham preenchido correctamente o seu boletim de candidatura, quer por omitirem algum elemento, quer por indicarem outros que não correspondam aos constantes dos documentos arquivados no seu processo;
- b) Não reúnam as condições para a apresentação a qualquer fase do concurso;
- c) Não tenham, sem motivo devidamente justificado perante o Director Geral do Ensino Superior e Ciência e aceite por este, completado a instrução dos respectivos processos nos prazos devidos;
- d) Prestem falsas declarações.

2. É competente para proferir a decisão a que se refere o número anterior o Director Geral do Ensino Superior e Ciência.

3. Caso haja sido realizada matrícula no ensino superior e se confirme uma das situações previstas no n.º 1, aquela é anulada, bem como todos os actos praticados ao abrigo da mesma, pela autoridade competente do estabelecimento de ensino superior.

4. A Direcção Geral do Ensino Superior e Ciência comunica aos serviços competentes as situações que venha a detectar posteriormente à realização da matrícula.

Artigo 31.º

#### Erros dos serviços

1. Quando, por erro não imputável directa ou indirectamente ao candidato, não tenha havido colocação ou tenha havido erro na colocação, este é colocado, caso possível, no curso e estabelecimento em que teria sido colocado na ausência do erro.

2. A rectificação pode ser accionada por iniciativa do candidato, nos termos do artigo 26.º, por iniciativa de um estabelecimento de ensino superior ou da Direcção-Geral do Ensino Superior e Ciência.

3. A rectificação pode revestir a forma de colocação, alteração da colocação, passagem à situação de não colocado ou passagem à situação de excluído.

4. As alterações realizadas nos termos deste artigo são comunicadas ao candidato através de uma nota que será entregue ao requerente ou ao seu representante.

5. A rectificação abrange apenas o candidato em que o erro foi detectado, não tendo qualquer efeito em relação aos restantes candidatos.

Artigo 32.º

#### Prazos

Os prazos em que devem ser praticados os actos previstos no presente Regulamento são os fixados no anexo I a este regulamento.

Artigo 33.º

#### Orientações

A Direcção-Geral do Ensino Superior e Ciência e a Direcção do Ensino Secundário, conforme os casos, expedem as orientações que se revelem necessárias à uniforme execução do presente Regulamento.

Artigo 34.º

#### Encerramento do processo

Com a matrícula e inscrição dos candidatos fica encerrado o processo de colocação nos estabelecimentos de ensino superior no exterior através do concurso nacional de acesso 2001/02.

Gabinete do Ministro da Educação, Cultura e Desportos na Praia, aos 13 de Junho de 2001. — O Ministro, *Victor Borges*.

#### ANEXO I

##### PRAZOS

Ref.º	Ação	Início	Fim
1	Apresentação da candidatura ao concurso nacional pelos estudantes que já tenham concluído os seus cursos de ensino secundário.	21 de Maio e 10 de Junho	01 de Junho e 10 de Julho
2	Afixação dos resultados do concurso nacional.		Até 31 de Agosto
3	Matrícula no ensino superior nacional dos candidatos colocados pelo concurso nacional.	31 de Setembro	10 de Outubro

## MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO, CULTURA E DESPORTOS, MINISTÉRIO DAS FINANÇAS E CHEFIA DO GOVERNO

Gabinetes

Portaria n.º 23/2001

25 de Junho

Convindo regularizar a situação da Escola Secundária do Paul, que vem funcionando, desde o início do ano lectivo 1997/1998.

Ao abrigo n.º 3 do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 89/95, de 20 de Novembro.

Manda o Governo da República de Cabo Verde pelos Ministros da Educação, Cultura e Desportos, das Finanças e Planeamento, e da Secretária de Estado da Reforma do Estado, Administração Pública e Poder Local, o seguinte:

Artigo 1.º

É criada a Escola Secundária do Paul.

Artigo 2.º

Na Escola Secundária do Paul funciona a via geral do ensino secundário.

Artigo 3.º

O quadro de pessoal da Escola Secundária do Paul é o constante do quadro anexo.

Gabinetes dos Ministros da Educação, Cultura e Desportos, das Finanças e Planeamento e da Secretária de Estado da Reforma do Estado, Administração Pública e Poder Local, 24 de Abril de 2001. — *Victor Borges* — *Carlos Augusto de Burgo* — *Edeltrudes Neves*.

#### Quadro de pessoal administrativo e docente da Escola Secundária do Paul

Categoria	ref.	Esc.	Nº
Director nível III			1
Professor do ensino secundário de 1ª	9	A	10
Professor do ensino secundário	8	A	12
Professor do ensino secundário adjunto	7	A	8
Monitor especial	5	C	15
Assistente administrativo	6	A	1
Escriturário-dactilógrafo	2	A	2
Continuos	1	C	4
Ajudantes de serviços gerais	1	A	3